

Le «tahrib», la migration qui meurtrit le Somaliland

PAR LAURE BROULARD

ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 17 OCTOBRE 2018



À Hargeisa, capitale du Somaliland, le 17 mai 2013, la veille d'une fête d'anniversaire de la déclaration d'indépendance. © Reuters

Depuis le début des années 2000, les jeunes Somalilandais partent en nombre vers l'Europe. Leurrés par des trafiquants qui leur proposent de passer les frontières gratuitement, ils sont ensuite pris en otage au Soudan et en Libye. Une tragédie pour la société de ce petit pays non reconnu du nord de la Somalie, qui tente de retenir ses jeunes à tout prix.

De notre envoyée spéciale au Somaliland.— Cela fait des mois que Khadra Hassan se réveille en sursaut, à chaque vibration de son téléphone. Des mois que cette veuve au corps fragile reste les yeux fixés sur l'écran. Espérant un appel, le redoutant à la fois.

Sa fille de 17 ans, partie de chez elle il y a environ un an, est actuellement retenue en otage par des trafiquants en Libye. Le prix de sa libération ? 5 000 dollars. Bien au-dessus des moyens de cette vendeuse de thé. « Elle venait de finir ses études secondaires, mais nous ne pouvions lui payer l'université. Et puis

elle voyait la vie de ses amis partis en Europe sur Facebook », se souvient-elle, enveloppée dans un voile émeraude.



© Wikipédia/CC BY-SA 3.0

Les trois premières fois, elle parvient, grâce à des amis et à de la famille, à stopper sa fille aux alentours de la frontière éthiopienne et à la ramener à la maison. « Mais la quatrième fois, les passeurs l'ont directement prise en charge à Hargeisa et lui ont fait passer la frontière sans que nous ne sachions rien. Je l'ai cherchée pendant un mois et dix jours », explique-t-elle.

Ensuite, l'enfer a commencé. Des trafiquants basés au Soudan lui demandent d'envoyer 2 500 dollars pour libérer sa fille en menaçant de la tuer. Grâce aux mécanismes d'entraide traditionnels au sein de la société somalie et de ses clans, elle parvient tant bien que mal à rassembler cette somme. Mais une fois sa fille arrivée en Libye, l'histoire se répète. Aujourd'hui, Khadra peine à rassembler l'argent de la rançon. En attendant, elle craint pour la vie de son enfant. « Nous ne savons pas qui sont ces gens qui la retiennent. Sont-ils des humains ou des animaux ? Ils peuvent faire d'elle n'importe quoi », soupire-t-elle les larmes aux yeux.

Assises à côté d'elle dans un petit salon étouffant de chaleur aux murs décrépis, deux autres mères hochent la tête en signe de soutien et de compréhension. Au Somaliland, rares sont les familles qui n'ont pas été affectées de près ou de loin par ce qu'elles appellent le « tahrib ». Ce mot d'origine arabe est aujourd'hui utilisé pour désigner la migration sans document de voyage des jeunes Somalilandais

vers l'Europe. Un phénomène considéré comme une « catastrophe nationale » dans ce petit pays de 3,5 millions d'habitants, qui a déclaré son indépendance de la Somalie en 1991 mais qui n'est pas reconnu par la communauté internationale.



À Hargeisa, capitale du Somaliland, le 17 mai 2013, la veille d'une fête d'anniversaire de la déclaration d'indépendance. © Reuters

À ce jour, le pays « fantôme » de la Corne de l'Afrique a pourtant organisé trois élections présidentielles multipartites et a réussi à sécuriser son territoire. Ici les habitants ne fuient donc pas la guerre, mais le chômage et la pauvreté. Et ils sont nombreux à le faire. En 2015 et 2016, les migrants originaires des différents « États » régionaux somaliens faisaient partie des dix nationalités les plus représentées à l'arrivée en Europe. Tandis qu'en 2017, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) a recensé 2 522 migrants somaliens arrivés sans papiers sur le continent européen.

Au Somaliland, la migration n'est pas nouvelle. Longtemps, les Somaliens sont partis avec le soutien de leur famille vers les pays du Golfe, dans le but de monter leur entreprise et d'envoyer de l'argent au pays. Mais le « tahrrib » est différent. Les jeunes Somalilandais, généralement âgés de 15 à 25 ans, organisent leur départ vers l'Europe dans le plus grand secret et quittent le foyer familial malgré l'interdiction de leurs parents. Un projet souvent facilité par un réseau de passeurs et de trafiquants qui proposent aux adolescents de partir gratuitement et de payer en cours de route.

Khadra Hassan ne connaît que trop bien cette stratégie commerciale : « En premier lieu, le passeur leur demande : as-tu une mère qui t'aime ? Si l'enfant dit oui, le passeur propose de prendre en charge les frais pour la première partie du voyage. Mais lorsqu'ils

arrivent au milieu de nulle part, là, ils appellent les parents. Car ils savent qu'une mère fera tout pour sauver son enfant », lâche-t-elle avec dépit.

Selon un rapport du centre de recherche Rift Valley Institute intitulé « Partir en Tahrrib », les familles somalilandaises payent en moyenne 7 700 euros de rançon pour un voyage vers l'Europe. Les jeunes migrants, eux, ne doivent souvent avancer qu'une somme minime. Lorsque Rahma, jeune coiffeuse de 22 ans, a tenté de rejoindre l'Europe fin 2016, le passeur lui a ainsi demandé 150 euros pour le trajet jusqu'à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne. Elle n'a pas hésité à le suivre, tout à fait consciente des conséquences : « Je comptais laisser ma famille dans l'ignorance jusqu'à avoir dépassé un point de non-retour. Il y a un dicton en somali qui dit qu'il y a toujours de l'argent à disposition quand il y a urgence. Je savais que toute ma communauté se mobiliserait pour m'aider », explique-t-elle.

Mais après avoir été enfermée pendant trois jours sans nourriture ni toilettes dans une baraque de terre et avoir subi une tentative de viol en Éthiopie, la jeune fille a finalement réussi à faire demi-tour avant la frontière soudanaise.

« Les Somalilandais n'ont pas d'espoir. Alors ils partent »

Si l'ampleur de l'émigration a aujourd'hui diminué après un pic en 2016, les réseaux de trafiquants sont en expansion, assure Said Abdullahi Ahmed, directeur de l'agence somalilandaise de lutte contre le trafic d'êtres humains (Hakad) : « Ces réseaux criminels ont pour but de créer une demande pour partir du pays illégalement. Ils sont maintenant présents dans certaines écoles et s'adressent aux professeurs pour les aider à recruter des jeunes », dit-il.

Or le Somaliland n'a actuellement ni les moyens ni les outils pour lutter efficacement contre ce phénomène. « Notre appareil législatif n'est pas adapté. Nous utilisons de vieilles lois faites pour la migration illégale. Les trafiquants arrêtés ces huit derniers mois ont été condamnés à des peines trop légères », soupire Said Abdullahi Ahmed. Mais cela pourrait bientôt changer. Un tout nouveau projet de loi sur le

trafic d'êtres humains est en passe d'être voté par le Parlement. Il définit les crimes liés au trafic et alourdit les peines encourues.

Il y a urgence : la route vers l'Europe devient de plus en plus dangereuse. Dans un rapport publié en décembre 2017, Amnesty International tirait la sonnette d'alarme sur les conditions de détention de quelque 20 000 migrants en Libye, dénonçant des actes de torture. Malgré l'absence de statistiques officielles, la Hakad estime que plusieurs centaines de jeunes Somalilandais sont actuellement retenus en otage entre le Soudan et la Libye.

Synonyme d'espoir pour quelques-uns, le « *tahrib* » est aujourd'hui vu comme une tragédie par la société somalilandaise. Peintres et poètes décrivent dans leurs œuvres la cruauté des « *magafe* » (« trafiquants » en somali), tandis que les ONG font le tour des écoles pour raconter les histoires des « revenants » ou de ceux qui ont disparu sur la route. Les familles économisent pour payer à leurs enfants des études supérieures ou leur acheter des voitures. Devenus des taxis qui circulent dans la capitale, ces véhicules sont communément appelés « *hooyo ha tahriibin* » ce qui veut dire « mon fils, ne part pas en *tahrib* ».

Pourtant à Sheikh Madar, le plus ancien quartier d'Hargeisa, l'Europe fait toujours rêver certains jeunes désœuvrés. Sirotant leur thé aux tables des nombreux cafés, les adolescents pensent à ceux qui sont déjà partis et s'imaginent une vie meilleure. Ahmed Mustafe, grand garçon dégingandé de 23 ans aux yeux doux, rêve de « *tahrib* » depuis ses 15 ans. « Ici, il est impossible d'avoir un travail si tu ne connais pas des gens au gouvernement ou dans les grandes entreprises. Il ne nous reste que des petits boulots, insuffisants pour entretenir une famille. C'est pourtant mon rôle en tant qu'aîné », soupire-t-il.

Derrière une apparente timidité, il ne tarde pas à exprimer sa détermination : « *Je sais que le chemin est dangereux, mais c'est mieux que de rester ici à ne rien faire à rêver, désirer et attendre. Je sais que beaucoup ont perdu la vie mais j'ai un but. Et je suis prêt à tout pour aider ma famille* », déclare-t-il sans ciller. Conscient du risque de prise d'otage, il tente

depuis plusieurs années de rassembler les 7 000 dollars nécessaires au voyage et s'est déjà rendu à Addis-Abeba pour discuter directement avec des passeurs. En vain.

Dans un pays où la grande majorité de la population a moins de 30 ans et où le chômage des jeunes frôle les 70 %, l'espoir se fait rare. À cela s'ajoutent une difficulté d'accès à l'éducation et aux services de santé ainsi qu'une marginalisation de l'espace politique, explique Omar Bigene, président de Sonyo, un regroupement d'ONG. « *Les jeunes sont au courant de ce qui se passe sur la route vers l'Europe. Mais certains d'entre eux veulent quand même partir. Cela veut dire qu'on ne doit pas seulement lutter contre le trafic d'êtres humains et renforcer les frontières mais également créer des espaces d'expression pour les jeunes, de l'emploi, donner de l'espoir. La communauté internationale et le gouvernement somalilandais ont fait beaucoup mais nos jeunes continuent de mourir. Et c'est la preuve que ce n'est pas encore assez* », dit-il.

Aujourd'hui, beaucoup voient dans le statut « fantôme » du Somaliland la raison profonde de cet exode. Alors qu'à 800 km au sud, le gouvernement fédéral somalien est l'un des plus grands bénéficiaires d'aide internationale au monde (environ 1 milliard de dollars chaque année), les fonds alloués au Somaliland sont limités. « *Parce qu'il n'est pas reconnu, notre gouvernement ne peut recevoir d'investissement directs étrangers et est incapable de générer des emplois ou de soutenir une industrie* », avance Nasir M. Ali, directeur de l'institut de recherche sur la paix et les conflits à l'université d'Hargeisa. « *Ailleurs, les jeunes ont des passeports valides et des hôpitaux aux normes internationales. Les Somalilandais, eux, ne savent pas si leur pays sera reconnu un jour. Ils n'ont pas d'espoir. Alors ils partent* », conclut-il.

Pour Mustafe et ses amis, la destination finale compte peu. Italie, France ou Suède, qu'importe, car ils pourront « *y devenir des hommes* ». « *Nous sommes de plus en plus nombreux à faire des études aujourd'hui. Mais après, c'est le vide. Et tant que ce sera le cas,*

le tahrīb ne s'arrêtera pas », lance un des jeunes hommes, les yeux fixés sur l'écran de son téléphone portable.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.